



De gauche à droite: Joëlle Milquet (CDH), Laurette Onkelinx (PS), Serge de Patoul (MR), Anja Deschoemacker (Front des gauches) et Sarah Turine (Ecolo) répondent aux questions de Claude Rolin, secrétaire général de la CSC, et Thierry Jacques, président du Moc.

Comment les partis envisagent le social

Le Moc a invité les représentants des partis à prendre position sur les grands problèmes de santé, d'emploi et de fiscalité. Un tour d'horizon qui permet de mieux voir les priorités de chacun avant de choisir ses représentants.

L'emploi, la santé, la fiscalité, une organisation solidaire de la société, le sort réservé aux personnes sans papiers,... Tels ont été les grands thèmes du débat politique organisé par le Mouvement ouvrier chrétien (Moc) et ses organisations constitutives. Sarah Turine (coprésidente d'Ecolo), Joëlle Milquet (présidente du CDH et ministre de l'Emploi, remplacée en cours de débat par le député Hervé Doyen), Laurette Onkelinx (ministre PS de la Santé), Serge de Patoul (député MR) et Anja Deschoemacker (porte-parole du Front des gauches) ont répondu à cette invitation. Tour à tour, Claude Rolin, secrétaire général de la CSC, Jean Hermesse, secrétaire général de la Mutualité chrétienne, et Thierry Jacques, président du Moc, leur ont rappelé les priorités de leurs organisations et leur ont posé deux questions (voir les encadrés ci-contre).

Le débat a rappelé qu'il existe entre les partis plus que des nuances. Bien sûr, ils se rejoignent parfois sur certains

points, ce qui est heureux quand il faut élaborer des programmes de coalition pour pouvoir gouverner!

La parole à la société civile

Au terme du débat, Thierry Jacques a souligné l'importance de l'engagement politique et rappelé que l'action des mouvements sociaux peut contribuer à renforcer l'action politique. Il a donc répété son appel à l'organisation d'un grand forum de la société civile pour réinventer notre manière de vie pour les vingt ans à venir ⁽¹⁾. Ce forum serait chargé d'élaborer une feuille de route à moyen terme avec, à la clé, une meilleure répartition du temps de travail et une vraie réforme fiscale.

Sarah Turine (Ecolo) a accueilli la proposition avec enthousiasme; elle estime le temps venu d'établir un diagnostic de la société, de déterminer ses priorités et de mettre au

point des critères alternatifs au produit intérieur brut (PIB). Hervé Doyen (CDH) juge un tel forum utile mais rappelle qu'il faut tenir compte de l'échelon européen où se prennent aujourd'hui de nombreuses décisions. Pour Laurette Onkelinx (PS), ce forum devrait se centrer sur les conditions du vivre ensemble et sur la reliance sociale à l'heure où tant de gens souffrent d'isolement et d'exclusion. Enfin, le Front des gauches pense que si le dialogue est toujours positif, l'urgence pour le monde ouvrier est de retrouver une voix propre. ●

(1) Un appel lancé lors de la semaine sociale du Moc en avril dernier. Voir «L'Info» n°17 du 23 avril dernier.

Des soins de santé de qualité pour tous

Jean Hermesse, secrétaire général de la Mutualité chrétienne, constate que 70% des Belges disposent aujourd'hui d'une assurance hospitalisation complémentaire – toutes n'étant pas de même qualité. Il souhaite voir la sécurité sociale suffisamment renforcée pour rendre ces assurances inutiles et pour assurer aux personnes âgées une assurance dépendance qui leur donne l'assurance de pouvoir se soigner. Mais qu'en pensent les partis?

- Ces deux revendications figurent dans le programme du CDH. Il souhaite une assurance hospitalisation pour tous avec une franchise de 200 euros. Comment financer cela? En maintenant une norme de croissance de 4,5% pour les soins de santé et en économisant dans les secteurs où c'est possible pour constituer un fonds d'avenir.
- Le PS rêve d'intégrer l'assurance hospitalisation dans l'Inami. Pour cela, il faut se battre pied à pied contre l'Europe, hostile à cette idée. Il faut aussi conclure un accord qui supprime totalement les suppléments d'honoraires dans les chambres à 2 lits et pour supprimer le conventionnement partiel.
- Ecolo voit une corrélation entre les inégalités en matière de santé et l'organisation de soins de santé axés sur l'hôpital. Le parti juge indispensable de revaloriser la prévention et, pour cela, de favoriser le tiers payant chez les généralistes. Et il soutient l'intégration de l'assurance hospitalisation dans l'Inami.
- Le MR juge que les pouvoirs publics doivent assurer l'accès de tous aux soins de santé, quelle que soit la situation financière du patient. Mais il rappelle qu'il existe un rapport permanent entre coûts et services. Il privilégie donc les soins à domicile aussi longtemps que c'est possible.
- Le Front des gauches est un cartel de six partis. Les élections anticipées ne lui ont pas permis d'élaborer un programme complet mais est globalement d'accord avec les revendications du Moc en matière de santé. ●

Carrément solidaires!

La solidarité est l'élément fondamental du mémorandum de la CSC ⁽¹⁾. Les pensions constituent un élément important de cette dimension solidaire. La CSC veut préserver l'âge de la pension, de la pension anticipée et de la prépension, et estime que celle-ci doit rester possible pour les travailleurs des entreprises en difficulté ou en restructuration. La CSC accorde la priorité aux pensions légales – ce que l'on appelle le premier pilier. Claude Rolin, secrétaire général de la CSC, interroge donc les partis sur ce qu'ils proposent pour assurer et renforcer ces pensions légales.

- Pour Ecolo, il faut effectivement renforcer les pensions légales (1^{er} pilier). Comment? En arrêtant les baisses d'impôt sur les assurances groupe et assurances vie en les taxant légèrement au bénéfice des pensions légales. Celles-ci doivent également être assurées par un refinancement de la sécurité sociale grâce à l'argent que l'Etat peut récupérer en luttant plus efficacement contre la fraude fiscale.
- Le CDH veut privilégier les pensions légales et relever les pensions les plus basses. Il juge que l'organisation actuelle du 2^e pilier (assurance groupe) est discriminatoire et veut le transformer en un premier pilier bis généralisable pour en arriver à une capitalisation collective. Le parti estime que le dossier des pensions est une priorité majeure qui passe par un refinancement.
- Le PS estime qu'un nouveau grand pacte social est nécessaire. Celui de 1948 a créé la sécurité sociale,

celui-ci devra la refinancer. Le capital doit y prendre sa part avec une cotisation sur les grands patrimoines. En matière de pension, il défend le 1^{er} pilier avant tout pour que le recours aux 2^e et 3^e piliers devienne inutile. Et si le secteur non marchand veut un 2^e pilier, il faudra le généraliser en un premier pilier bis.

- Le MR estime que la revendication de pensions supérieures au seuil de pauvreté est parfaitement légitime. Le parti juge que le premier pilier est très important mais le second également. Il estime que ces dossiers dépassent le cadre belge et qu'il appartiendra à la présidence belge de les stimuler pour avancer sur l'Europe sociale et fiscale.
- Quant au Front des gauches, il veut renforcer le premier pilier. Mais il estime que les pensions étant trop basses, on a obligé les gens à se tourner vers les autres piliers et que l'on ne peut donc plus les taxer maintenant. Pour augmenter la pension des femmes, le parti veut réduire l'écart salarial. Et il entend maintenir une sécurité sociale fédérale.

Et après les élections? Chacun sait que des mesures budgétaires vont être prises. Claude Rolin a rappelé que la CSC appelle chacun à prendre ses responsabilités pour que ces mesures ne soient pas prises sur le dos des travailleurs et des allocataires sociaux. ●

(1) Voir «L'Info» n°22 du 28 mai dernier.